



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – mai 2020

Sommaire

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 808 684,50 \$

Date d'octroi du contrat : 27 juin 2019

Date de livraison : 26 juin 2020

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de quatorze groupes de discussion en ligne organisés entre le 6 et le 28 mai 2020 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, dans les Prairies, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-dessous.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada et que s’amorçaient les premières étapes de la réouverture, a surtout porté sur la COVID-19. La recherche a permis d’analyser en profondeur une foule de sujets connexes, notamment les perceptions concernant la réponse du gouvernement fédéral à ce jour, les répercussions du virus sur la vie personnelle des Canadiens, la question du port du masque et les effets économiques de la pandémie. Plusieurs sous-groupes ont discuté de l’impact du virus pour les étudiants, les compagnies aériennes et les puits abandonnés (dans l’Ouest). Au cours du mois, nous avons également testé divers messages et signatures ainsi qu’une série de concepts publicitaires visant à communiquer avec le public au sujet de la COVID-19.

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d’une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l’ensemble de la population à l’étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés en fonction du lieu.
- Certains groupes se composaient de répondants appartenant à des sous-groupes, par exemple des étudiants, des parents, des personnes sans emploi (en raison de la COVID-19) et des personnes vivant le stress de l’isolement.

Approche détaillée

- Quatorze groupes de discussion dans diverses régions du Canada.
- Emplacement des groupes représentatifs de la population générale : petites villes du Québec; basses-terres continentales de la Colombie-Britannique (C.-B.); Saskatoon; ville de Québec; régions rurales et petites villes des Prairies; Halifax.
- Emplacement des sous-groupes : étudiants – région du Grand Toronto (RGT : 905) et grande région de Montréal (GRM); parents – intérieur de la C.-B. et Québec rural; personnes vivant le stress de l’isolement – grandes villes de l’Ontario et Calgary; personnes sans emploi en raison de la COVID-19 – grandes villes du Canada atlantique et villes ontariennes de taille moyenne.

- Les discussions de groupe du Québec se sont déroulées en français, alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.
- Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 94 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a perçu des honoraires de 90 \$ pour son temps.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
RGT — 905	1	Anglais	6 mai	16 h-18 h	Étudiants	7
Région du grand Montréal	2	Français	7 mai	16 h-18 h	Étudiants	8
Grandes villes de l'Ontario	3	Anglais	12 mai	17 h 30-19 h 30	Personnes vivant le stress de l'isolement	8
Intérieur de la C.-B.	4	Anglais	13 mai	19 h-21 h	Parents	5
Grandes villes du Canada atlantique	5	Anglais	14 mai	16 h-18 h	Personnes sans emploi (COVID-19)	7
Petites villes du Québec	6	Français	14 mai	19 h-21 h	Population générale	6
Basses-terres continentales de la C.-B.	7	Anglais	19 mai	19 h 30-21 h 30	Population générale	8
Québec rural	8	Français	20 mai	16 h-18 h	Parents	8
Saskatoon	9	Anglais	20 mai	19 h-21 h	Population générale	6
Calgary	10	Anglais	21 mai	19 h 30-21 h 30	Personnes vivant le stress de l'isolement	7
Villes ontariennes de taille moyenne (extérieur de la RGT)	11	Anglais	26 mai	16 h-18 h	Personnes sans emploi (COVID-19)	6
Ville de Québec	12	Français	26 mai	17 h 30-19 h 30	Population générale	4
Régions rurales et petites villes des Prairies	13	Anglais	27 mai	19 h-21 h	Population générale	7
Halifax	14	Anglais	28 mai	16 h-18 h	Population générale	7
Nombre total de participants						94

Principales constatations

La COVID-19 dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants suivaient les nouvelles au sujet de la COVID-19, mais pas aussi attentivement que dans les mois précédents. Ils commençaient à trouver qu'elles étaient un peu répétitives et on dénotait dans leurs réponses une certaine lassitude à l'égard de cet enjeu. De plus, ils se sentaient submergés par le volume d'informations sur ce sujet.

Même s'ils continuaient à s'intéresser au nombre de cas de COVID-19 dans leurs régions et provinces respectives, les participants prêtaient plus attention aux échéanciers de réouverture et aux défis connexes. Quelques régions étaient allées de l'avant avec une réouverture hâtive et certaines parties du pays étaient très en avance par rapport à d'autres. Peu importe la phase à laquelle en était leur région, les participants craignaient les impacts d'une deuxième vague et recommandaient de faire preuve de prudence. Ils étaient aussi préoccupés par la disponibilité de l'équipement de protection individuelle (EPI) et par les mesures prises pour implanter des protocoles de santé et sécurité au travail, surtout ceux qui s'apprêtaient à retourner travailler. Les participants n'avaient pas entendu grand-chose sur cette question, mais certains s'y intéressaient vivement.

Même s'ils portaient moins attention au sujet dans l'ensemble, les participants avaient entendu parler de plusieurs questions à part la réouverture, y compris la percée dans la recherche d'un vaccin, le traitement des aînés dans les foyers de soins de longue durée (en particulier au Québec) et l'efficacité avec laquelle certaines régions luttent contre le virus par rapport à d'autres régions au Canada et à l'étranger.

Les participants suivaient l'actualité et obtenaient de l'information sur la COVID-19 à partir de médias très variés. Les médias sociaux étaient les plus prisés, surtout chez les plus jeunes, même si bon nombre de participants utilisaient Facebook, Twitter, les balados et les agrégateurs de nouvelles en ligne pour se tenir au courant des nouvelles. Cela dit, les participants continuaient de regarder massivement les bulletins de nouvelles télévisés, tandis que dans certaines régions, d'autres écoutaient la radio parlée. Enfin, le bouche-à-oreille était une source importante, beaucoup de participants ayant mentionné avoir partagé de l'information avec des collègues, des amis et des membres de leur famille, reçu des mises à jour de leurs employeurs ou, dans le cas des étudiants, des messages des représentants de leur établissement d'enseignement.

Réponse du gouvernement du Canada à la COVID-19 (tous les lieux)

Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils savaient à propos des récentes mesures prises par le gouvernement du Canada concernant la crise de la COVID-19, les participants ont été peu nombreux à mentionner d'emblée des initiatives en particulier. Cependant, après avoir obtenu quelques éclaircissements, ils se souvenaient manifestement de diverses questions, dont les prestations pour les étudiants, les programmes à l'intention des bénévoles, les congés de maladie payés, le financement

destiné aux propriétaires, les directives relatives aux masques et les initiatives sectorielles, comme l'augmentation de salaire promise aux travailleurs essentiels de la santé.

Beaucoup ont formulé des commentaires positifs sur la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie, en soulignant que devant le caractère sans précédent de la crise, il n'avait pas tardé à mettre en œuvre un éventail de mesures de soutien financier et d'initiatives d'autre nature. Les critiques portaient surtout sur des points précis, comme la fermeture tardive de la frontière au début de la pandémie ou la distribution non équitable de l'aide financière parmi les différents groupes.

Répercussions sur le plan personnel (tous les lieux)

La proportion des participants qui, de manière directe ou indirecte, avaient été touchés personnellement par le coronavirus demeurerait assez faible, se limitant à un ou deux participants par groupe. Quelques-uns étaient passablement certains d'avoir contracté le virus avant qu'il ne soit plus largement connu, parce qu'ils avaient passé un test de dépistage, connaissaient quelqu'un qui l'avait eu ou qui était décédé de la COVID-19, le plus souvent une connaissance ou un membre de la famille plus âgé.

La plupart des participants connaissaient très bien la marche à suivre s'ils présentaient des symptômes de la COVID-19. Ils répondaient couramment que la première mesure qu'ils prendraient serait de se mettre en quarantaine. Certains communiqueraient avec leur médecin ou un service de télésanté, tandis que d'autres iraient passer un test de dépistage. De rares participants, en particulier ceux de l'Intérieur de la C.-B. et de Saskatoon, ont mentionné avoir utilisé un outil d'auto-évaluation en ligne. Les participants de ces groupes faisaient principalement référence à une application développée par le gouvernement de leur province respective, mais certains dans le groupe de Saskatoon connaissaient également l'outil d'auto-évaluation COVID-19 accessible sur le site Web du gouvernement du Canada.

Changements de comportement (personnes vivant le stress de l'isolement dans de grandes villes ontariennes, parents de l'Intérieur de la C.-B., personnes sans emploi de grandes villes du Canada atlantique, petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., parents du Québec rural, Saskatoon, Calgary, personnes sans emploi de villes ontariennes de taille moyenne, ville de Québec, régions rurales et petites villes des Prairies, Halifax)

Tout comme en mars et en avril, les participants ont continué de modifier leurs comportements en réponse à la pandémie d'une façon qui avait plus ou moins d'incidence sur leur vie. Le plus souvent, les participants s'adaptaient aux réalités suivantes :

- L'isolement à domicile et l'éloignement physique. Pratiquement aucun changement n'a été observé quant à l'application de ces pratiques en mai, malgré le fait que certains participants commençaient à sortir plus souvent de la maison, avec l'arrivée du beau temps au pays. Le quotidien de bon nombre de participants était meublé par le travail, l'éducation des enfants, l'entraînement physique et le ménage. La plupart d'entre eux limitaient encore leurs sorties, ne quittant leur domicile que sporadiquement pour se rendre au travail, faire des courses ou aller s'entraîner. Maintenant qu'ils entamaient leur deuxième ou troisième mois d'isolement,

certains trouvaient difficile d'être privés de relations sociales. Une lassitude commençait à s'installer et quelques participants ont abordé l'effet que cela avait sur leur état psychique et leur patience. Néanmoins, la plupart n'avaient pas cessé d'adhérer à cette pratique et de respecter l'éloignement physique, même si on dénotait manifestement chez eux le désir de recommencer à côtoyer régulièrement les amis et les autres membres de la famille;

- Le travail. Les participants qui avaient continué de travailler s'habituèrent au télétravail, tandis que d'autres, sans emploi, s'adaptèrent à un rythme de vie plus lent et étaient heureux de pouvoir passer plus de temps avec d'autres membres de leur ménage. Des participants qui avaient perdu leur emploi avant la pandémie de COVID-19 étaient préoccupés par les perspectives d'emploi limitées;
- Les mesures d'hygiène préventives. Les participants se lavaient régulièrement les mains et utilisaient du désinfectant pour les mains, entre autres, en plus d'éviter consciemment de toucher les surfaces, par exemple les téléphones cellulaires, les poignées de porte et les articles sur les rayons des magasins;
- Les masques. Quelques participants ont mentionné porter un masque, mais cette pratique n'était pas la norme;
- Les achats. Les participants ont parlé des changements dans leurs habitudes d'achat, notamment du fait qu'ils évitaient de sortir, sauf pour aller acheter des articles essentiels.

Être parent pendant la pandémie de COVID-19

Les parents qui s'adaptèrent aux défis que comportaient l'enseignement à domicile en ligne ou la garde des enfants ressentirent un certain niveau de stress, en particulier ceux qui avaient continué de travailler. Dans certains cas, les parents et les enfants ont dû apprendre rapidement à utiliser la technologie employée pour aider les enfants à faire leurs devoirs et à instaurer une routine quotidienne structurée. De nombreux parents qui avaient au départ l'intention d'imposer un horaire plus régulier à leurs enfants avaient commencé dans les dernières semaines à être plus souples. Certains ont souligné que leurs enfants trouvaient le confinement et la monotonie de leur routine quotidienne de plus en plus ennuyants.

Même si la plupart des parents ont mentionné parler sans détour de la COVID-19 et de ses impacts à leurs enfants, y compris de la nécessité de pratiquer l'isolement social, certains craignaient que leurs enfants manifestent des signes d'anxiété ou d'inquiétude. De rares parents ont évoqué divers outils ou ressources pouvant les aider, même s'il était manifeste que bon nombre d'entre eux avaient besoin de soutien sur plusieurs plans : enseignement à domicile, établissement d'un horaire quotidien structuré, options d'activités et de divertissement, etc. Les commentaires des parents laissaient entendre qu'ils auraient aimé avoir un certain répit et que la réouverture des écoles et des garderies serait la meilleure solution, une fois qu'on pourrait y procéder en toute sécurité.

Inconvénients sur le plan personnel (tous les lieux sauf les parents de l'Intérieur de la C.-B. et Halifax)

L'auto-isolement était associé à de nombreux inconvénients, dont certains étaient plus importants que d'autres. Le principal inconvénient pour les participants était l'impossibilité de passer du temps avec les membres de la famille qui ne font pas partie de leur ménage immédiat. La fermeture des écoles, la transition à des cours en ligne de même que l'enseignement à domicile représentaient des défis pour les étudiants de niveau postsecondaire, ainsi que pour les enfants, les jeunes et les parents. Certains participants ont mentionné la perte de leur emploi, d'autres la gestion des responsabilités professionnelles et familiales et la difficulté d'exécuter les tâches qu'ils avaient l'habitude d'accomplir tous les jours ou l'annulation d'événements marquants de la vie et de projets de voyage. La peur, l'anxiété, l'ennui et l'incertitude alimentaient généralement le sentiment de malaise exprimé par de nombreux participants.

Impact dans les collectivités (tous les lieux, sauf les basses-terres continentales de la C.-B. et la ville de Québec)

Les participants estimaient que l'impact de la COVID-19 différait selon la taille des collectivités, mais ils ne pouvaient pas vraiment dire si la situation de leurs homologues de plus petites villes ou de communautés plus rurales était meilleure que celle vécue dans leur propre région, ou vice-versa. Toutefois, il était entendu que les résidents de zones urbaines étendues et très denses ont plus de difficulté à respecter l'éloignement physique que ceux de petites collectivités, qui ont en général plus aisément accès à de vastes espaces extérieurs. Certains ont mentionné que ceux qui habitent de plus petites villes ont tendance à mieux connaître leurs voisins et, par conséquent, à leur faire plus confiance. Cela fait en sorte d'abaisser le niveau de stress quand vient le temps d'interagir personnellement avec des voisins et d'autres résidents de la région. En revanche, les participants considéraient la congestion qui caractérise le centre-ville dense des grandes villes comme un élément qui nuit quelque peu à la circulation des piétons, ainsi qu'au respect de l'éloignement physique.

Masques (personnes sans emploi de villes ontariennes de taille moyenne, ville de Québec, régions rurales et petites villes des Prairies, Halifax)

En général, les participants avaient entendu parler des directives des responsables de la santé publique concernant le port d'un masque dans les situations où il est difficile de se tenir à une distance physique de deux mètres les uns des autres, comme recommandé. De plus, ils comprenaient que les masques servaient surtout à prévenir la propagation de la COVID-19 aux autres, plutôt qu'à se protéger soi-même.

Dans l'ensemble, les participants avaient l'impression que les masques étaient efficaces pour freiner la propagation de la COVID-19, mais des participants de Halifax en étaient, du moins au début, moins convaincus. Une certaine confusion est ressortie des discussions à propos des directives relatives aux masques. Les participants ont parlé de la difficulté à trouver des masques et à savoir quels sont les plus efficaces. Ils craignaient aussi de ne pas bien les porter.

Même si beaucoup de participants affirmaient porter régulièrement un masque, ils le mettaient surtout quand ils allaient faire des courses, mais pas en tout temps dans les lieux publics, et lorsqu'ils étaient au travail ou rendaient visite à des membres âgés de la famille. Ceux qui étaient peu disposés à porter un masque ont mentionné différentes raisons notamment le fait que le port du masque n'était pas obligatoire et la crainte d'une pénurie de masques.

La majorité des participants étaient d'accord avec le conseil du gouvernement du Canada relatif au port d'un masque non médical artisanal dans les cas où il est impossible de maintenir une distance physique constante de deux mètres entre soi et les autres. Selon ces participants, le fait de rendre le port du masque obligatoire pouvait poser des difficultés et ils comparaient cet enjeu au tabagisme, en ce sens que de nombreuses personnes choisiraient de ne pas suivre le conseil, qu'il soit obligatoire ou recommandé. Par ailleurs, ils jugeaient que le gouvernement devrait fournir des masques à toute la population s'il décidait de le rendre obligatoire.

D'autres participants pensaient cependant que le gouvernement n'allait pas assez loin, et devait imposer le port du masque ou, du moins, communiquer l'importance du port du masque et les avantages qu'il présente. Ces participants craignaient que si le gouvernement présentait le port du masque comme une recommandation, beaucoup de gens n'appliquent tout simplement pas le conseil.

Réouverture (basses-terres continentales de la C.-B., parents du Québec rural, Saskatoon, Calgary, personnes sans emploi de villes ontariennes de taille moyenne, ville de Québec, régions rurales et petites villes des Prairies, Halifax)

Les groupes de discussion de la seconde moitié de mai ont eu lieu dans le contexte d'un aplatissement du nombre de cas de COVID-19 un peu partout au pays et d'une discussion plus soutenue des plans de réouverture. Un nombre encore restreint de provinces entamaient alors les premières étapes de leur déconfinement.

Si bon nombre de participants se réjouissaient à la perspective de la réouverture, ils n'étaient cependant pas sans inquiétude et souhaitaient que les gouvernements fédéral et provinciaux avancent prudemment dans cette voie. Certains étaient préoccupés à l'idée que les gens baissent leur garde et fassent preuve de laxisme à l'égard des mesures essentielles devant limiter la propagation de la COVID-19, en particulier la distanciation sociale.

En Ontario, les images largement médiatisées des foules réunies au parc Trinity Bellwoods à Toronto faisaient craindre aux participants de cette province que le beau temps et l'envie de renouer avec les activités sociales créeraient des conditions propices à une nouvelle propagation du virus ou à une deuxième vague. Les participants d'autres lieux considéraient cette période comme une « expérience » et s'attendaient à ce qu'il y ait peut-être un va-et-vient entre réouverture et confinement, advenant des flambées d'infections.

La plupart des participants n'étaient pas prêts à s'aventurer plus régulièrement dans des lieux publics. Certains s'inquiétaient également que les employeurs, y compris le leur, ne soient pas préparés à une reprise des activités et qu'ils n'aient pas instauré des protocoles de sécurité suffisants pour assurer la

sécurité du personnel, notamment en mettant à sa disposition de l'équipement de protection individuelle (EPI).

Impacts économiques (tous les lieux, sauf les groupes d'étudiants de la RGT et de la GRM)

Initiatives économiques et financières du gouvernement du Canada

Les participants étaient au courant des diverses initiatives du gouvernement du Canada visant à atténuer les impacts économiques de la COVID-19. Ils ont généralement salué la gestion de la crise par le gouvernement, en particulier le fait qu'il avait agi rapidement pour offrir une série de programmes d'aide aux entreprises, aux travailleurs et à d'autres groupes touchés par la pandémie.

La grande majorité des gens connaissaient la Prestation canadienne d'urgence (PCU), souvent parce qu'ils avaient eux-mêmes demandé cette prestation ou connaissaient quelqu'un dans ce cas. Plusieurs participants ont admis ne pas bien comprendre certains aspects du programme, notamment la mesure dans laquelle la PCU et l'assurance-emploi (AE) étaient coordonnées.

Comparativement à la PCU, la notoriété de la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) variait selon le groupe. C'était surtout une question de pertinence personnelle, car certains participants étaient moins directement concernés par le programme, alors que d'autres avaient pris connaissance de ses critères et du processus de demande pour leur entreprise. Les détails de la SSUC, par conséquent, n'étaient pas aussi clairs que ceux de la PCU. Plusieurs participants ont noté qu'en raison des multiples conditions et restrictions associées à la subvention, il était difficile pour les organisations de déterminer leur admissibilité.

On a aussi invité les participants à dire ce qu'ils savaient et ce qu'ils pensaient de l'aide offerte aux aînés. Dans tous les groupes, la plupart des gens avaient entendu parler de cette aide, mais très peu en connaissaient les détails. Les premières réactions ont été mitigées ou négatives. Entre autres critiques, la venue tardive du programme par rapport à ceux mis sur pied pour d'autres groupes de citoyens a été mentionnée. Certains participants se demandaient aussi si les personnes âgées avaient réellement besoin d'un tel programme, et pourquoi. À l'inverse, d'autres trouvaient le montant offert insuffisant, compte tenu du fait que les aînés avaient payé des impôts toute leur vie. La situation des aînés à faible revenu ou sans ressources financières adéquates pour leur retraite a aussi retenu l'attention. Même lorsqu'on a donné aux participants plus d'informations sur le paiement et le montant supplémentaire destinés aux aînés à faible revenu (par l'intermédiaire de la SV, du SRG et des crédits de TVH/TPS), ils ont maintenu leurs positions en ce qui concerne le caractère équitable ou non des prestations pour aînés.

Gestion des déficits budgétaires

La plupart des participants étaient favorables au maintien des programmes mis sur pied (PCU, SSUC, etc.). Bien que conscients de l'augmentation du déficit que cela entraînerait, ils estimaient que le gouvernement n'avait guère le choix. Le premier souci devait être d'éviter la faillite aux entreprises et

aux particuliers. Ils reconnaissaient également l'incertitude que suscitait la gestion de cette crise sans précédent, puisque les gouvernements n'avaient que peu ou pas d'exemples auxquels se référer.

Cela dit, beaucoup étaient troublés par le lourd fardeau financier imposé aux générations futures qui auraient à éponger le déficit. D'autres redoutaient des hausses d'impôts ou des compressions budgétaires susceptibles d'avoir des effets négatifs sur leur situation personnelle, sur les groupes vulnérables ou sur des secteurs clés comme la santé. Au final, cependant, la plupart des gens acceptaient l'idée d'un déficit budgétaire.

Pour l'avenir, les participants croyaient que le gouvernement pourrait envisager une réduction progressive des prestations à mesure que l'activité économique retrouve son niveau antérieur. Certains ont expliqué que les prestations désincitaient les gens à reprendre leur poste. D'autres s'attendaient à ce que les programmes restent nécessaires un certain temps dans les secteurs ou les industries ne pouvant rebondir rapidement. Le cas échéant, ils recommandaient de modifier les programmes d'aide de façon à cibler les personnes qui en ont le plus besoin tout en éliminant les désincitatifs au travail.

La question de savoir combien de temps dureraient la convalescence de l'économie et, partant, les programmes d'aide financière n'a pas fait consensus. Certains participants ont évoqué une période minimale de deux mois, alors que d'autres ont recommandé de maintenir les programmes jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible.

Stimulation économique et plan de relance

De l'avis général dans tous les groupes tenus en mai, des mesures de relance seraient nécessaires pour pousser l'économie de l'avant. Beaucoup ignoraient quelle forme devraient prendre ces mesures. Certains privilégiaient les dépenses d'infrastructures et la création immédiate d'emplois. D'autres trouvaient le moment venu d'investir de façon plus stratégique dans des secteurs tels que l'innovation numérique, la technologie et les projets écologiques. Mais pour beaucoup, l'objectif immédiat était de traverser la pandémie et de ramener les gens au travail; il serait temps ensuite de réfléchir au type d'économie que le Canada devrait édifier dans l'avenir.

En ce qui concerne les objectifs pour l'économie, on a demandé aux participants de commenter une série de formulations qui décrivent le type d'économie vers lequel le Canada pourrait tendre :

- Une économie à l'épreuve du temps
- Une économie verte
- Une économie en santé
- Une économie moderne
- Une économie résiliente
- Une économie forte

Les participants se sont ralliés à l'idée d'une « économie résiliente ». L'expression leur semblait englober non seulement les notions de « force » et de « santé », mais aussi d'adaptabilité, notamment durant les périodes de turbulence et d'incertitude.

On a également soumis aux participants trois termes à l'aide desquels le gouvernement du Canada pourrait décrire l'optique de son plan de relance économique : reprise, redémarrage et nouveau départ. Les préférences ont varié selon les groupes, mais ont eu tendance à graviter vers « nouveau départ » et « reprise ». Le premier terme évoquait la possibilité de repartir sur de nouvelles bases et d'examiner différents moyens et axes de développement et de croissance économiques, tandis que le second dénotait un retour à la normale et une certaine continuité de l'activité économique. Selon la plupart des participants, le terme « redémarrage » donnait l'impression d'un retour en arrière plutôt que d'un mouvement vers l'avant et laissait entendre qu'un arrêt complet de l'économie s'était produit, ce qui expliquait qu'ils n'aient pas retenu ce choix.

Autres défis

Bien que dans le cadre de cette discussion les participants aient surtout porté leur attention sur les difficultés économiques des Canadiens et des entreprises canadiennes, ils ont relevé d'autres problèmes liés à la pandémie. Plusieurs se sont notamment attardés à la question des aînés et des soins de longue durée, évoquant la vulnérabilité de ce groupe, les risques élevés de décès et le manque de préparation pour faire face à la COVID-19 dans certains établissements de soins de longue durée. Ont également figuré au nombre des problèmes cités l'éducation (l'apprentissage en ligne), le stress et l'anxiété, et les effets de la pandémie sur le système de santé du Canada.

Évaluation de messages (étudiants de la RGT, étudiants de la GRM, personnes vivant le stress de l'isolement dans de grandes villes ontariennes, parents de l'Intérieur de la C.-B., personnes sans emploi de grandes villes du Canada atlantique, petites villes du Québec)

Les participants ont évalué une série de messages donnant des consignes de santé publique. Il est clairement ressorti des discussions de groupe que certains énoncés étaient plus clairs et plus convaincants que d'autres et contenaient des renseignements qu'il était important de diffuser au public.

Informations importantes

Trois éléments d'information ont paru importants à inclure dans les messages du gouvernement fédéral sur la COVID-19 : les mesures et les pratiques à respecter (p. ex., maintenir l'éloignement physique, se laver les mains fréquemment, rester chez soi autant que possible, surtout en cas de symptômes, et éviter les endroits fréquentés); les renseignements sur la transmission asymptomatique; et le fait que le virus représentait toujours une menace, même si certaines provinces entamaient leur réouverture.

Tous groupes confondus, les participants ont considéré que les quatre messages ci-dessous renfermaient des informations vitales méritant d'être largement partagées :

- « Continuez à mettre en pratique les mesures essentielles pour limiter la propagation de la COVID-19 : l'éloignement physique, se laver les mains fréquemment et rester à la maison si vous êtes malade. »

- « La plupart des personnes infectées par la COVID-19 présentent des symptômes légers, mais elles peuvent quand même transmettre la maladie à autrui. Nous devons protéger les personnes âgées et les membres les plus vulnérables de la communauté en restant chez soi autant que possible et en évitant les foules et les endroits où une distance physique suffisante n'est pas possible. »
- « Si vous pensez être malade en raison de la COVID-19, allez passer un test de dépistage. Cela permettra de découvrir toute éclosion dans la collectivité et de mettre en place des mesures pour prévenir sa propagation. »
- « La COVID-19 reste une menace sérieuse pour la santé. Bien que certaines restrictions soient assouplies, il est important de savoir que les choses peuvent à nouveau s'aggraver si nous ne respectons pas tous les restrictions en vigueur. Tenez-vous au courant des plus récentes règles et restrictions dans votre région en consultant régulièrement le Canada.ca/lecoronavirus. »

Motivation et pouvoir de persuasion

Les messages qui incitaient le plus à suivre les conseils de santé publique, d'après les participants, en appelaient à la responsabilité personnelle des gens ou misaient sur la responsabilité sociale. Dans certains cas, il a semblé efficace d'évoquer les effets négatifs découlant du non-respect des consignes.

Dans les trois groupes où la question a été posée, une différence de perspective s'est dessinée entre les anglophones et les francophones. Les participants anglophones de l'Intérieur de la C.-B. et du Canada atlantique ont opté pour le message : « La COVID-19 reste une menace sérieuse pour la santé. Bien que certaines restrictions soient assouplies, il est important de savoir que les choses peuvent à nouveau s'aggraver si nous ne respectons pas tous les restrictions en vigueur. Lavez-vous fréquemment les mains, évitez les endroits bondés et pratiquez la distanciation physique. » En comparaison, le groupe de résidents de petites villes du Québec était davantage interpellé par le message suivant : « Ne soyez pas responsable de la propagation de la COVID. Lavez-vous fréquemment les mains, évitez les endroits bondés et pratiquez la distanciation physique. »

Les participants préféraient généralement les messages qui étaient clairs, simples et directs et qui comportaient des suggestions concrètes pour limiter la propagation du virus. Certains aimaient également les messages destinés à un large public plutôt qu'à des sous-groupes plus restreints.

Ce qui a déplu

Quoique les énoncés aient suscité beaucoup de réactions positives, certaines phrases ou formulations ont été vues d'un œil plus critique. Ainsi, le remerciement aux Canadiens au début de l'un des énoncés évalués (« Merci d'avoir suivi les conseils... ») donnait l'impression à certains participants que la pandémie était terminée. À ce sujet, les gens étaient souvent plus critiques des messages ou des phrases qui minimisaient la gravité du virus (« symptômes légers »), qui semblaient accusateurs (« Ne soyez pas responsable de la propagation de la COVID ») ou qui laissaient entendre que les personnes ayant un « mode de vie sain » seraient moins susceptibles de contracter le virus. Au moment de la tenue des groupes, les participants trouvaient que la question de l'efficacité des masques donnait lieu

à une grande confusion et à de la désinformation, et ils ont donc eu tendance à remettre en question la crédibilité des énoncés mentionnant cet équipement.

Évaluation de courtes directives (personnes vivant le stress de l'isolement dans de grandes villes ontariennes)

Dans le groupe composé de résidents de grandes villes de l'Ontario, on a soumis aux participants une série de courtes directives liées à la COVID-19 que le gouvernement pourrait diffuser auprès des Canadiens. Les participants devaient choisir les messages qui leur paraissaient les plus faciles à comprendre et les plus susceptibles d'attirer leur attention ainsi que les messages qui leur déplaisaient.

En ce qui concerne la clarté et la facilité de compréhension, deux messages ont été jugés particulièrement simples, précis et directs :

« Faites votre part. Lavez vos mains, gardez vos distances et restez à la maison si vous êtes malades. »

« Ça prend tout le monde : nettoyez-vous les mains, gardez une distance sécuritaire et restez à la maison si vous êtes malade. »

Les messages qui captaient l'attention des participants faisaient précisément référence à la « COVID » au lieu de recourir à une formulation plus générique, ou se présentaient sous la forme de question-réponse (« Malade? Restez à la maison »). Un autre s'est démarqué par l'utilisation d'une expression idiomatique (« simple comme 1 2 3 ») qui avait quelque chose de chantant.

Dans l'ensemble, les participants ont eu tendance à écarter les messages comportant des expressions comme « Restez en santé » ou « Prenez soin de vous, Canada » qui leur semblaient banales ou vides de sens.

Évaluation de signatures (parents de l'Intérieur de la C.-B., personnes sans emploi de grandes villes du Canada atlantique, petites villes du Québec)

Les participants d'un nombre restreint de groupes ont eu à évaluer une série de signatures que le gouvernement fédéral pourrait insérer à la fin de ses annonces relatives à la COVID-19. Dans l'ensemble, ils ont montré une nette préférence pour trois d'entre elles.

« Faisons tous notre part » : Cette signature a été la préférée, tant du côté francophone qu'anglophone, pour sa suggestion que chacun a la responsabilité de faire sa part pour la collectivité.

« Protect yourself and others » (Protégez-vous et protégez les autres) : Ce message s'est classé au deuxième rang parmi les anglophones pour nombre des mêmes raisons.

« Restons forts » : Les francophones des petites villes du Québec ont également apprécié cette signature, qui n'a pas été présentée dans les groupes anglophones.

Deux signatures ont eu moins de succès : « Ensemble jusqu'au bout » (évaluée dans tous les groupes) et « Be safe out there » (Prudence si vous sortez) (évaluée dans les groupes anglophones uniquement).

Invités à résumer les points essentiels que ces signatures tentaient de communiquer, les participants ont été d'accord pour dire que leur message portait sur la responsabilité individuelle, mais aussi sur l'esprit de communauté et l'unité d'action des Canadiens dans la lutte contre la COVID-19.

Évaluation du site Web (basses-terres continentales de la C.-B., parents du Québec rural, Saskatoon)

Le site Web Canada.ca/coronavirus a été passé en revue dans trois groupes afin de sonder les perceptions des participants à l'égard du site et leur intention d'y retourner ultérieurement.

Avant même qu'on leur demande de visiter le site Web en vue de la séance, un petit nombre de participants l'avaient déjà fait de leur propre chef pour obtenir de l'information sur les prestations offertes ou pour faire une demande (comme la PCU, l'assurance-emploi ou la SSUC), suivre le nombre de cas de COVID-19, s'informer sur le virus et les pratiques sécuritaires, ou pour obtenir de l'information sur les voyages. Ceux qui n'avaient jamais visité le site auparavant ont affirmé qu'ils étaient peu enclins à le faire parce qu'ils étaient déjà bombardés d'information provenant de sources diverses.

Avant la séance, la plupart des participants avaient consulté le site sans raison particulière et sans but précis, passant simplement d'un sujet à un autre. De façon générale, ils cherchaient de l'information sur l'un ou l'autre des thèmes mentionnés plus haut. De nombreux participants ont trouvé la majorité ou une grande partie de l'information qu'ils recherchaient et ont affirmé que le contenu du site était clair, bien organisé, informatif et couvrait une variété de sujets en profondeur. Selon certains, le site était encombré par une grande quantité d'information, de texte et d'hyperliens.

Bien que de façon générale, les perceptions étaient favorables, les intentions de revisiter le site étaient partagées entre ceux qui prévoyaient le faire et ceux qui ne démontraient aucun intérêt.

Impacts de la COVID-19 pour les étudiants (étudiants de la RGT et de la GRM)

Perceptions relatives au virus et à la réouverture

Lorsqu'on a demandé aux étudiants s'ils pensaient que le virus était maîtrisé au Canada, les réponses différaient selon le lieu. Tous les étudiants du groupe de la RGT s'entendaient pour dire que le Canada faisait un bon travail, tandis que ceux de la GRM pensaient le contraire, car ils trouvaient que le public ne suivait pas les directives et ils étaient préoccupés par le nombre de décès dans les centres d'hébergement et de soins de longue durée à ce moment-là.

Étant donné que ces groupes ont été tenus au début du mois, les questions visaient à connaître les opinions des étudiants sur la reprise des activités entamée dans le pays. Bien qu'il n'y ait eu aucune réponse définitive, la plupart des participants hésitaient et optaient pour une approche prudente, conseillant d'attendre encore un peu, par exemple jusqu'à septembre ou octobre avant de commencer la réouverture. Pour eux, il était clair que le respect des conseils de santé publique était primordial à la réouverture.

Apprentissage en ligne et retour sur le campus

Les impacts de la COVID-19 variaient d'un étudiant à l'autre, selon le stade où ils étaient rendus dans leurs études universitaires ou collégiales. En général, les étudiants trouvaient la transition à l'apprentissage en ligne difficile. Même s'ils appréciaient la flexibilité qu'offrait la prestation des cours en ligne, l'esprit de collégialité leur manquait et cela posait des défis pour certains, car ils préféraient un style d'apprentissage plus pratique et avaient l'impression que leur éducation était dévalorisée. Invités à dire s'ils s'attendaient à pouvoir retourner sur le campus à l'automne, la plupart ont répondu par l'affirmative. Les étudiants qui poursuivaient leurs études collégiales ou universitaires avaient hâte de réintégrer un environnement en personne.

Effet sur l'emploi et facteurs de stress financier

Beaucoup d'emplois d'été que les étudiants comptaient occuper avant la pandémie avaient été mis en pause et les perspectives d'emploi pour la saison estivale étaient rares.

Ceux qui avaient obtenu leur diplôme au printemps ont exprimé clairement leurs préoccupations relatives au nombre limité d'emplois et aux perspectives d'emploi. Les participants avaient l'impression que des postes de direction étaient disponibles, mais qu'il ne restait plus de postes de niveau débutant. Pour certains, le chômage était une source de stress sur les plans financier et du développement. Les étudiants de la RGT n'ont pas mentionné vivre de stress financier, contrairement à ceux de la GRM, ce qui laissait croire qu'ils craignaient de ne pas pouvoir payer leurs frais de scolarité, leurs factures et leur loyer.

Opinions sur la réponse du gouvernement du Canada et les mesures de soutien pour les étudiants

La notoriété de la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE) était élevée, presque tous les étudiants se souvenant avoir entendu parler de cette mesure lors des points de presse du premier ministre ou dans les médias d'information. La majorité des participants connaissaient les détails du programme et pouvaient estimer le montant auquel ils avaient droit, mais pratiquement aucun d'entre eux ne savait comment faire une demande de prestation. En ce qui concerne les changements apportés au Programme de bourses et prêts canadiens d'études, les étudiants de la RGT les connaissaient davantage que les étudiants de la GRM.

Dans l'ensemble, la plupart des étudiants estimaient que le gouvernement du Canada en faisait assez pour aider les étudiants et ils ont été peu nombreux à proposer d'emblée d'autres mesures de soutien. Lorsqu'on leur a montré une liste d'initiatives qui visent à aider les étudiantes et les étudiants pendant la pandémie de COVID-19, la majorité a indiqué que la création d'emplois d'été aurait le plus grand impact pour eux personnellement, mais que la création d'une prestation d'urgence pour étudiants de 1 250 \$ par mois serait la plus bénéfique aux étudiants globalement.

Compagnies aériennes (étudiants de la RGT et de la GRM)

Les participants des groupes d'étudiants de RGT et de la GRM ont discuté de la possibilité que le gouvernement du Canada apporte une aide financière aux industries qui ont été touchées par la COVID-19. Les étudiants des deux groupes ont donné des réponses variées qui n'ont pas permis d'établir s'ils étaient favorables ou non à cette idée. Quelques participants ont mentionné que le gouvernement pourrait aider le secteur des petites entreprises durant la pandémie.

Lorsqu'on leur a demandé si le secteur du transport aérien en particulier devrait recevoir de l'aide financière supplémentaire, la plupart des participants ont répondu par la négative. Même si, dans l'ensemble, les étudiants comprenaient que les compagnies aériennes subiraient les contrecoups de la pandémie, notamment une diminution du nombre de passagers, les besoins de ces dernières ne leur semblaient pas prioritaires. En fait, beaucoup de participants croyaient que la demande de transport aérien pour les passagers voyageant pour affaires et agrément augmenterait après la pandémie. Aucun des participants n'avait eu à annuler un vol et même s'ils préféraient que les Canadiens qui ont été contraints d'annuler leur vol se fassent rembourser leurs billets par les compagnies aériennes, ils étaient aussi favorables à l'émission de bons de crédit si le fait d'offrir un remboursement total aux passagers risquait d'entraîner la faillite des transporteurs aériens.

Puits abandonnés (Saskatoon, Calgary)

Les participants étaient relativement peu nombreux à avoir entendu parler du dossier des puits abandonnés. Ceux qui connaissaient le plus la question savaient assez bien qu'elle en était l'origine et après avoir obtenu des renseignements supplémentaires, tous les participants en saisissaient l'importance, en raison de son impact sur l'environnement. Dans le groupe de Calgary en particulier, les gens avaient le sentiment que l'assainissement des sites où l'on trouve des puits abandonnés pouvait servir à donner du travail aux nombreuses personnes sans emploi du secteur pétrolier et gazier. Cela dit, la majorité n'était pas au courant d'activités en cours pour remédier à ce problème.

Cependant, tous s'entendaient pour dire qu'il s'agit d'un enjeu important. La plupart des participants estimaient que les coûts d'assainissement devraient être assumés par les sociétés qui ont respectivement abandonné les puits, mais nombre d'entre eux comprenaient que les gouvernements auraient à intervenir, car ces entreprises n'ont plus les moyens de payer ces coûts.

En revanche, les participants estimaient qu'avant d'obtenir un permis d'exploitation dans le secteur, les compagnies devraient être tenues de fournir un dépôt de garantie qui pourrait servir à financer les coûts d'assainissement d'un site abandonné. La plupart des participants étaient d'avis que les sociétés doivent respecter certaines règles en matière d'environnement, qui font partie d'un régime de réglementation. Le cas échéant, elles ne devraient pas être autorisées à exercer des activités dans la province.

Autres services du gouvernement du Canada (basses-terres continentales de la C.-B., parents du Québec rural)

Invités à dire s'ils avaient eu besoin récemment de services du gouvernement fédéral qui ne sont pas liés à la COVID-19, la plupart des participants ont répondu par la négative. Une personne du groupe des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique a mentionné avoir utilisé les services de passeport et un couple du Québec rural a indiqué avoir communiqué avec l'Agence du revenu du Canada à propos de l'impôt sur le revenu et le calcul des versements de l'Allocation canadienne pour enfants. Dans l'ensemble, ces participants n'ont formulé aucune préoccupation particulière relative à l'utilisation de ces services.

Autres actualités et questions concernant le gouvernement du Canada (personnes vivant le stress de l'isolement dans de grandes villes ontariennes, parents de l'Intérieur de la C.-B., personnes sans emploi de grandes villes du Canada atlantique, petites villes du Québec, basses-terres continentales de la C.-B., parents du Québec rural, Saskatoon, régions rurales et petites villes des Prairies)

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment entendu parler de dossiers gouvernementaux non liés à la pandémie, la majorité a répondu non. Dans tous les groupes, une poignée de participants ont fait allusion à l'interdiction de certains types d'armes à feu, aux projets d'oléoducs qui touchent les collectivités autochtones et à l'augmentation (automatique) des salaires des députés.

En ce qui concerne les armes à feu, plus précisément la récente annonce du gouvernement du Canada concernant l'interdiction de plus de 1 500 modèles d'armes à feu de style arme d'assaut au Canada, peu de participants en avaient entendu parler, ce sujet n'ayant émergé spontanément que dans les groupes des grandes villes du Canada atlantique, des basses-terres continentales de la Colombie-Britannique et du Québec rural. Les opinions sur l'annonce étaient variées. Même si certains trouvaient que l'interdiction se voulait un pas dans la bonne direction, de nombreux participants se montraient critiques, jugeant que la question gagnerait à être débattue plus longuement sur la place publique et que le gouvernement devrait communiquer les motifs de la décision. D'autres n'en savaient pas assez sur la situation en général et se sont abstenus de commenter.

Les avis des participants étaient partagés quant à l'attention que le gouvernement du Canada consacrait à la COVID-19. Ainsi, même si beaucoup d'entre eux jugeaient cette attention appropriée, vu la gravité de la situation et l'incidence mondiale du virus, d'autres participants trouvaient excessive la couverture médiatique de la pandémie, surtout ceux des groupes tenus vers la fin du mois.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel
Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY
Date d'octroi du contrat : le 27 juin 2019
Valeur du contrat : 808 684,50 \$
